

LIONEL ZINSOU

Cofondateur et coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président de PAI Partners

Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Je donne la parole à Monsieur le Premier ministre Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin.

Lionel Zinsou

Merci, Monsieur le président. Je vais essayer d'utiliser le bénéfice de parler après nos amis et de composer la colère du ministre d'État Cheikh Tidiane Gadio avec les notes d'espoir de Madame Aminata Touré.

Alors, tous nos pays sont à la recherche de modèles de développement. C'est assez frappant. On crée des commissions partout pour inventer notre nouveau modèle, plus autocentré, plus endogène, plus efficace. Et nous avons bien raison. Il y a des éléments d'espoir qui ont été soulevés par Madame Elisabeth Guigou et par Madame la Première ministre.

Dans la fonction de production, il y a trois éléments. Il y en a deux qui vont bien et un qui va mal. Créer de la richesse, c'est combiner du capital humain, du capital financier et des connaissances, donc la force de travail et du capital.

Dans l'histoire, il n'y a pas de précédent d'un peuple rassemblant le quart de la population des jeunes actifs de moins de 35 ans au monde qui ne devienne pas l'usine du monde. Cela a été longtemps la situation de l'Europe au début du XXe siècle. La Chine a été dans cette situation. À partir des années 1960, la Chine s'efface de cette situation démographique. Ce sera dans dix ans la situation de l'Afrique. C'est un atout considérable.

De l'autre côté de la fonction de production, il y a tout ce qui est connaissances, la progression très rapide, sans équivalent dans l'histoire de l'alphabétisation et de l'éducation. On considère que l'un des pays les plus pauvres parmi nos pays frères, le Niger, est celui qui aura été dans les vingt dernières années le plus vite en termes de progression de l'alphabétisation.

Mais, au-delà de ça, nous avons une preuve, c'est l'adoption des technologies. Je parlais avec un opérateur de télécommunications européen qui a investi en Afrique et qui me disait : « ce que nous avons appris de l'Afrique, c'est que l'Afrique avait quinze ans d'avance ».

Dans la fonction de production, ce qui manque, c'est le capital. C'est absolument frappant, parce que nos économies doivent consommer énormément de capital et que l'on nous a livré

un continent sans aucun élément de ce capital, sans secteur privé. La colonisation n'avait pas pour objet de créer une élite, une classe moyenne supérieure accumulant du capital. Au contraire. Elle n'avait pas non plus l'objet d'accumuler localement du capital. Et lorsqu'il y avait des surplus qui auraient formé du capital, non seulement on l'exportait, mais on l'exporte encore.

Or il se trouve que lorsque l'on vous donne à gérer, ce que disait le Président, à construire des États Nations avec des infrastructures, nous avons besoin de capital. Mais nous en avons aussi besoin pour ce qui a le coefficient de capital le plus élevé qui est l'énergie, puisque l'on nous a livré un continent sans énergie.

Dans notre pays commun, Monsieur le président, à l'indépendance, 10 % des gens avaient l'électricité. Aujourd'hui, immense progrès, nous ne sommes probablement pas très loin de 50 %. Simplement, les gens qui n'avaient pas d'électricité dans notre pays étaient 2 millions en 1960. Les 50 % qui ne l'ont pas aujourd'hui sont devenus 6 millions.

Donc, on regarde les pourcentages et on se dit que ça progresse. Il n'y a plus que la moitié de notre population dans l'obscurité. Il n'y a plus que la moitié des gens qui accouchent avec des torches électriques. Il n'y a plus que la moitié des enfants qui s'intoxiquent au pétrole lampant. Oui, mais enfin de 2 millions, on est passé à 6 millions de gens qui n'ont pas d'électricité.

Mais le deuxième secteur le plus intensif en capital s'appelle l'agriculture. Un jour, je me suis fait interpellé, gourmander par le directeur général de la FAO. Disant cela, il m'a dit : « on voit bien que vous êtes un représentant du grand capital ». Quand vous avez acheté une paire de bœufs et une charrue multi-socs et que vous avez ce qui est le parcellaire moyen en Afrique de la paysannerie, soit 2 hectares, cela représente dix ans de chiffre d'affaires.

Vous êtes donc en coefficient de capital à un niveau absolument record. Ajoutez que l'eau, c'est pareil. Ajoutez que les infrastructures qui demandent du capital ne créent des emplois qu'indirects, que l'agriculture, quand elle se modernise, détruit les emplois dans mon pays.

L'agriculture, c'est 28 % du PIB. C'est 50 % de la population active. Dans vingt ans, il n'y a aucun suspense. Ce sera moins de 10 % de la population active. La productivité agricole détruit du travail qu'elle met à la disposition des autres secteurs.

Donc, notre problème de la jeunesse est aussi un problème de capital. Nous avons le coefficient de capital dans l'économie le plus élevé à mobiliser de tous les continents. Mais nous avons du capital qui ne crée pas de l'emploi de façon directe. Donc, nous avons un problème financier considérable.

Ma chère Élisabeth, l'Europe, si elle cherche des moyens de nous être utiles, doit vraiment réfléchir à tout ce qui nous permet de mobiliser du capital, des quasi fonds propres, du moyen terme. Et franchement, rendez-nous un service : ne nous financez pas mais mettez en place des moyens de garantie de nos investissements, de façon à convaincre l'épargne privée mondiale de venir chez nous.

Parce qu'aujourd'hui, la surestimation du risque africain, on pourrait penser, et on a pu penser jusqu'à il y a deux ans, que cette surestimation allait petit à petit se normaliser avec les chocs que nous venons de vivre. C'est le contraire. La perception très excessive du risque africain

s'est encore développée. Nous avons besoin d'éléments de garantie des risques, notamment sur le financement du tissu des entreprises réelles, c'est-à-dire d'entreprises moyennes qui créent des emplois en Afrique.

Et pour sortir du secteur informel, nous avons besoin d'instruments de garantie, pas pour nous-mêmes, mais pour convaincre l'épargne excédentaire du monde qu'elle peut venir en Afrique. Trouvons les moyens ensemble de mobiliser de l'épargne.

Parce que comme l'a dit Madame la Première ministre, ne nous leurrions pas. Un, nous allons, en effet, sortir le gaz du Sénégal, de la Mauritanie, du canal du Mozambique. Deux, on va quand même sortir du pétrole du Niger, de la RDC, de l'Ouganda, etc. Trois, à la demande générale, on va également sortir du lithium, du nickel, du cuivre, du cobalt, parce que l'Occident en a besoin.

D'ailleurs, l'Occident est d'une indulgence très grande sur le gaz, parce que pour l'instant, il y a un stress sur le gaz. Il n'a pas tout à fait la même indulgence sur le pétrole. Mais ne nous leurrions pas. À la question : est-ce que vous ne vous développerez pas ? Or il y a un contenu en énergie du développement.

Et à la question : est-ce que vous allez trouver naturel de rester à 50 % de vos citoyens qui n'ont pas l'électricité ? La réponse est non. Je n'arrive pas à comprendre. Il y a des ONG de bonne conscience qui disent : « enfouissez vos ressources naturelles ». La réponse est non pour des raisons de droit au développement, pour des raisons de justice climatique.

La différence entre l'Afrique et d'autres continents, c'est que l'on a les moyens de le faire de façon juste et de façon écologiquement supportable pour la planète. S'il nous prenait d'utiliser nos ressources, comme l'a fait la Chine, comme l'a fait l'Europe avant nous, la planète serait évidemment totalement invivable.

Nous avons l'espace pour nous. Nous sommes un continent vide. 40 % de densité vide que l'on regarde toujours à travers ces immenses métropoles. Nous sommes vides. Nous avons des réserves de terres arables. Nous n'avons pas commencé à toucher à notre hydroélectricité. Nous avons un immense travail à faire avec nos forêts.

Si bien qu'en réalité, notre développement n'est pas enfermé dans ce dilemme : est-ce que j'utilise mes ressources ? Oui, je vais les utiliser, parce que c'est mon droit au développement, mais aussi parce que j'ai les moyens d'en compenser les effets et, au contraire, d'en faire l'occasion, qui n'a pas été utilisée par énormément de pays, de mobiliser toute une série de moyens sociaux et environnementaux pour que ce soit un accélérateur de développement.

Et ça va se voir spectaculairement au Sénégal, en Ouganda, au Mozambique. Et ça, c'est peut-être une mauvaise nouvelle pour certains, mais c'est ce que nous allons faire et ce sera au cœur de notre mode de développement. D'ailleurs, personne ne nous promet que si nous enfouissions nos richesses, on nous compenserait cela. Le seul pays qui a essayé de le faire, la Bolivie, a constaté qu'à aucun moment, personne n'a financé l'abstention de se servir de nos ressources.

Monsieur le président, je voudrais terminer sur une ou deux choses, reprenant ce qui a été dit en matière de développement interne à l'Afrique par Élisabeth et par Aminata, c'est-à-dire les



progrès de la zone de libre-échange, la réponse efficace et très coordonnée par l'Union africaine, qui s'est vraiment honorée dans cette affaire, la réponse collective au Covid et la négociation de la dette et du suspens de la dette vis-à-vis des bilatéraux.

Collectivement, c'est la première fois que le continent parlait pour les 55 membres de l'Union africaine. Tout cela est le rôle absolument majeur des banques de développement. Les pays occidentaux font des procès à la BAD et la rendent beaucoup moins puissante qu'elle ne devrait. Mais il y a l'Afreximbank, la BDA, nos banques régionales, nos banques de développement, l'AFC (Africa Finance Corporation) qui sont de plus en plus actives. Donc, il y a de plus en plus d'actions collectives de développement et une voix d'Afrique.

Donc, l'Afrique va être autocentrée dans ces modèles. C'est évident. Aujourd'hui, si vous prenez les grandes poches d'épargne de l'Afrique, et l'Afrique épargne 20 % du PIB, c'est-à-dire beaucoup plus que les pays riches, mais moins que la Chine, c'est essentiellement investi en bons du Trésor américain : les fonds de pension, certains fonds souverains, etc.

Quand les Africains, avec Monsieur Macron, un vendredi d'avril 2020, inventent la distribution de 650 milliards de DTS, l'Afrique n'en reçoit 33 milliards.

Un effort volontaire vraiment poussé par la France, accepté par l'Allemagne, mais qui ne va pas s'accomplir, devrait porter à 100 milliards.

Effectivement, nous avons besoin de financements. Non pas que l'on ait besoin que vous nous financiez sur la dette publique, mais que l'on trouve ensemble des mécanismes pour que l'épargne du monde suffise tout à fait à nous équiper, en plus de notre épargne propre. Est-ce une bonne idée que le Botswana soutienne le déficit public américain ? Il y a probablement plus utile pour le développement du monde.

Mais le discours de la présidente de la Banque centrale européenne et de la directrice générale du FMI, a été : « Nous arrêterons l'inflation. Par conséquent, nous n'utiliserons pas les DTS pour vos banques de développement, parce que vous risqueriez d'en faire levier et de lever de l'épargne très sécurisée par les fonds propres des banques de développement. Et donc, nous nous y opposerons ».

Ça a évidemment créé une amertume considérable chez les chefs d'État africains présents.

Donc, on peut inventer des partenariats avec du gagnant-gagnant, mais il ne faut pas multiplier les gestes symboliques de l'indifférence. Et dans la période des chocs que nous venons de vivre, ce qui s'est passé sur les vaccins, au moins, ce qui s'est passé sur les équipements médicaux, ce qui se passe en termes de non-solidarité après le choc dollar et un certain nombre de pays qui ont des difficultés de devises considérables de l'Éthiopie au Ghana, mais même au Kenya, le non-soutien logistique, le non-soutien sur certains approvisionnements alimentaires essentiels, franchement, je crois qu'ils ont dégradé la confiance ou l'optimisme.

C'est pour ça que j'ai dit qu'il y a des raisons de colère. Il y a des raisons d'amertume. Mais surtout, au fond, la leçon est bien apprise. L'Afrique, sujet de son histoire et non pas objet de la pitié des autres, après tous ces chocs et quelles que soient les bonnes âmes qu'on s'appelle Oxfam ou Les Amis de la Terre, on ne veut pas qu'on nous donne des leçons ou qu'on veuille faire le bonheur malgré nous. Je vous remercie.

**Robert Dossou**

Merci, Monsieur le Premier ministre, Lionel Zinsou. Vous avez fait un peu la synthèse de ceux qui, autour de la table, ont parlé dans un ton un peu pessimiste.

Et ceux et celles surtout qui ont parlé dans un ton optimiste, vous avez fait la synthèse et vous avez touché du doigt une question capitale : le capital qui n'existe pas à l'intérieur de nos États. Et si l'on prend ceux qui ont soulevé le côté négatif, il faut quelque chose aussi pour attirer le capital.